



Le travail, il faut vraiment y faire sa fête !

Hormis pour celles et ceux qui travaillent souvent double à cette occasion, depuis déjà plusieurs décennies, en France, le 1^{er} Mai est vécu soit comme un simple jour férié (le seul de l'année où on ne bosse pas tout en étant payé à se la couler douce, « fête » officiellement instaurée en 1941 par Pétain), soit comme l'occasion d'une cérémonie d'un autre âge (quelques défilés traîne-savates de plus en plus désertés clamant de nombreuses revendications disparates). Il n'en fut pas toujours ainsi.

1^{er} mai 1886, à Chicago : à la fin d'un rassemblement (340 000 travailleurs) à l'usine Mac Cornick demandant la journée de 8 heures, quelque 200 policiers chargent les travailleurs, en blessent un grand nombre et en tuent un. August Spies, militant anarchiste, rédige alors un appel à un nouveau rassemblement pour dénoncer les violences policières, qui se tiendra trois jours plus tard.

4 mai 1886, toujours à Chicago : sur la place Haymarket, à la fin d'une grosse manifestation, tandis que la police décide une fois encore de charger. Une bombe éclate, faisant plusieurs victimes parmi les flics.

8 anarchistes sont inculpés, 4 finiront pendus (tous seront réhabilités en 1893).

Voilà comment pour longtemps, partout dans le monde, le 1^{er} Mai représentera une journée de lutte pour l'obtention de la journée de 8 heures.

Au cours de l'histoire de l'humanité, différents pouvoirs ont opéré : religieux, monarchique, révolutionnaire, militaire, policier, gouvernemental, économique. Tous existent encore, sont reliés entre eux et sont d'ordre systémique. De sorte que l'on ne peut en supprimer un sans les abolir tous.

« [...] *Le concept fondamental en sciences sociales est celui de Pouvoir, au même titre que l'Énergie constitue le concept fondamental en physique. [...] Les lois de la dynamique sociale sont des lois qu'on ne peut formuler qu'en termes de pouvoir, et non en termes de telle ou telle forme que revêt le pouvoir. Autrefois, c'est le pouvoir militaire qui concentrait l'attention, en sorte que la victoire ou la défaite semblait dépendre des qualités accidentelles des chefs. De nos jours, il est courant de traiter le pouvoir économique comme la source d'où découlent toutes les autres formes de pouvoir [...]. Toute recherche qui se concentre exclusivement sur une des formes du pouvoir, tout particulièrement sur sa forme économique, comme c'est le cas de nos jours, est une source d'erreurs dont la portée pratique est incalculable.* » (Bertrand Russell, *Le pouvoir*)

A notre époque, les pouvoirs dominants sont d'ordre gouvernemental et économique.

Le capitalisme sous la forme agraire fera irruption au XVI^e siècle en Angleterre, au moyen d'emprunts techniques à l'Asie et d'emprunts financiers au monde musulman et par des débouchés extérieurs. Il évoluera ensuite sous la tutelle de l'État en utilisant les autres pouvoirs.

LE CAPITALISME c'est le travail salarié - si le commerce et la finance préexistent et font du capital, ils ne sont pas aliénants comme l'est le capitalisme - car c'est le nombre d'heures socialement fourni et non pas l'utilité concrète de la marchandise qui fixe sa valeur pour sa mise sur un marché mondialisé.

La compétition mondiale impose aux entreprises de fournir de la marchandise à moindre coût. Pour cela il existe plusieurs procédés : accélérer la production (suppression des temps de pause, recours aux machines...); baisser le coût horaire (délocalisation, restructuration ou dégraissage, embauche de personnels moins qualifiés...).

Dans tous les cas la production augmente et le nombre d'heures socialement fourni stagne ou dans la plupart des cas diminue. La valeur, produit du rapport entre le nombre d'heures et la production, se réduit - ce qui permet de négocier le prix -, mais la survalue (plus-value) issue de la valeur s'effondre aussi ! Il faut vendre plus... La concurrence devra s'aligner sur la nouvelle norme de production en accélérant et augmentant à leur tour la production, ce cycle se perpétuera à l'infini.

Le système capitaliste est donc un système automate de par son auto-accroissement exponentiel ! L'humain n'est qu'un objet face au rouage de ce fléau mortifère.

Il est évident que dans un tel système - qui épuise la matière première et qui a pour seule finalité l'accroissement de la survaleur - les milieux écologiques habités par l'humanité s'étioleront et finiront par disparaître, entraînant leur prédateur, si nous n'abolissons pas le travail salarié, source d'une partie de ses maux !

L'ÉTAT - ou le gouvernement qui l'anime - est par essence capitaliste, car il est fondé sur l'impôt et l'inventeur du *marché*. Issu d'un système monarchique à la fin du XVI^e siècle basé sur la représentation de Dieu en son monarque et balayé par les découvertes d'ordre astronomique et physique, l'État sortira des miasmes du souverain sous la forme de gouvernement axant sa nouvelle rationalité sur la « raison d'État ». Cette dernière va s'imposer aux Pays-Bas, en France, en Angleterre. Elle permettra d'accroître leur puissance par l'extension géographique des échanges en créant les institutions et en instrumentalisant ainsi les acteurs du commerce. La Compagnie des Indes orientales n'est-elle pas financée par des capitaux privés mais gérée par des représentants du pouvoir politique ?

Avec la naissance du capitalisme, dont il est l'instigateur et pour plus de profit, l'État se tournera vers la production qui s'avère plus rentable que le commerce. Là débute la création d'un système de marchés, à travers l'intervention décisive des pouvoirs politiques sur le commerce lointain. L'économie nationale se voit peu à peu transformée et surtout exposée au vent de la concurrence.

Pour assurer ses objectifs mercantiles, l'État gouverne et régleme la vie de ses sujets, leur activité économique, leur production, le prix auquel ils vont vendre les marchandises, le prix auquel ils vont les acheter. Mais pour que ses objectifs ne soient pas gênés dans leur réalisation par une réglementation excessive, l'État va réfléchir à ses pratiques et à leurs effets...

Différentes économies politiques seront mises en place, mais leur seul but sera d'assurer le « salut de l'État » du fait de la concurrence interétatique et toujours au détriment d'une partie du peuple.

Certes l'État peut théoriquement influencer sur la répartition de la plus-value (salaires/profits), mais avec l'extension de la mondialisation, la concurrence accrue l'oblige à soutenir la demande (les entreprises) plutôt que l'offre (le pouvoir d'achat). Il ne peut en aucun cas se passer de la plus-value des entreprises et des impôts qui en découlent sous peine de banqueroute.

Les médias nous serinent que l'État ne joue plus le rôle essentiel qu'il jouait et qu'il perd de plus en plus sa raison d'être. Mais aucune structure transnationale n'est parvenue à remplir les fonctions essentielles de l'État dans le maintien du système de propriété et de l'ordre social, et moins encore cette fonction de coercition qui fonde toutes les autres. On peut difficilement imaginer qu'une forme de « gouvernance mondiale » puisse assurer le type de régularité ou les conditions d'accumulation que réclame le capital. En fait, le monde est aujourd'hui plus que jamais un monde d'États-nations. Encore une fois, la mondialisation emprunte la forme politique non d'un État mondial, mais d'un système mondial constitué de multiples États locaux, structurés dans des réseaux de rapports complexes de domination et de subordination.

L'ANARCHOSYNDICALISME, par son syndicalisme sans concession visant l'arrêt de toute production pour juguler le capitalisme et par son anarchisme viscéral pour détruire tous les pouvoirs, prône une société basée sur des communes libres se fédérant librement, sans État, sans armée, sans exploités ni exploités, sans argent, sans marchandise ni valeur, sans hiérarchie ni discrimination d'aucune sorte ; une société basée sur l'entraide où chacun apportera ce qu'il a et recevra ce dont il a besoin ; une société où les décisions seront prises dans des assemblées générales souveraines et où les mandatés seront porteurs d'un mandat impératif et seront révocables à tout moment ; une société qui laissera la fenêtre ouverte à nos rêves. Cette société, c'est à nous de la construire car aucun politicien ne le fera à notre place.

Le capitalisme et l'État-nation se sont construits par l'invention du salariat et son corollaire, le patronat. Voilà ce qu'il nous faut dépasser !

Union locale Montpellier CNT-AIT

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT est une organisation anarchosyndicaliste, fédéraliste et a-nationaliste, pratiquant la gestion directe. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et l'entraide. Son but est de contribuer à la construction d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1
contact@cnt-ait-montpellier.org

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du Travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>